CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013

Ce mémoire est soumis par :

◉ **une organisation** **Nom de l'organisation:** Conseil canadien des chefs d'entreprise

ou

○ **un individu** **Nom:** _____

Sujet : Fiscalité du secteur des affaires et réglementation

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Un examen et une réforme exhaustifs du système fiscal canadien se font attendre depuis longtemps. Bien que le gouvernement fédéral ait réalisé des progrès importants au chapitre de la réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés, la complexité du système impose un lourd fardeau administratif aux entreprises canadiennes. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) croit que le gouvernement devrait convoquer un comité d'experts en vue d'examiner, de moderniser et de simplifier le système fédéral d'imposition sur le revenu des sociétés.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

inconnu

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Les coûts liés aux travaux de ce comité dépendront de la portée de l'examen. À moyen terme, la simplification du code fiscal permettra au gouvernement fédéral de réaliser des économies en gains d'efficience sur le plan administratif. Cette simplification pourrait également améliorer le taux d'observation fiscale, ce qui augmenterait les revenus du gouvernement fédéral.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

La simplification du code fiscal améliorerait l'efficacité et la compétitivité des entreprises canadiennes, grandes et petites. La mise en œuvre des politiques fiscales qui récompensent la réussite et incitent les entreprises à investir, à prendre de l'expansion et à employer un plus grand nombre de personnes profiterait à l'économie canadienne. Une étude effectuée par le CCCE et PricewaterhouseCoopers a révélé que, parmi les membres du CCCE qui ont été interrogés, les entreprises ont consacré en moyenne 1 696 jours aux activités de conformité en 2007. Cela équivaut à huit employés à temps plein s'occupant uniquement de l'observation des règles fiscales. La simplification fiscale réduira les coûts pour les entreprises tout en améliorant le taux d'observation fiscale.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Une réforme fiscale exhaustive, qui simplifie le régime d'imposition des sociétés en réduisant la disparité de traitement entre les petites et les grandes entreprises, aurait pour effet d'améliorer les perspectives de croissance économique à moyen terme au Canada et d'encourager les petites sociétés à prendre de l'expansion, à investir et à entrer sur de nouveaux marchés. Cela contribuerait à accroître la compétitivité internationale des entreprises canadiennes. Des entreprises canadiennes concurrentielles à l'échelle mondiale créent des emplois de qualité, investissent dans la recherche et le développement et profitent aux petites et moyennes entreprises qui font partie des chaînes d'approvisionnement intégrées.

Sujet : Commerce et investissement

Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

La diplomatie économique est essentielle à la diversification des exportations du Canada afin de vendre nos produits à de nouveaux consommateurs et d'intégrer une perspective mondiale dans nos entreprises. Le soutien accordé au Service des délégués commerciaux et à l'expertise en matière de négociations commerciales au gouvernement est important pour assurer l'efficacité de l'accès aux marchés internationaux. Pour que l'ambitieux programme de négociations commerciales du Canada donne des résultats, les ententes sur l'accès aux marchés devront être assorties de stratégies de promotion de l'exportation et de développement de la chaîne d'approvisionnement.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

inconnu

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Les besoins en matière de financement dépendraient de la fréquence des visites de haut niveau et des ressources additionnelles fournies au Service des délégués commerciaux et aux négociateurs.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Les entreprises canadiennes de toutes les tailles bénéficieraient de la diplomatie économique et de l'amélioration des services de promotion du commerce à l'étranger. Le Service des délégués commerciaux du fédéral joue un rôle essentiel dans la promotion du Canada à l'étranger et le soutien aux entreprises canadiennes dans leur recherche de nouveaux clients et de partenaires.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

En tant que pays dépendant fortement du commerce, le Canada doit être un chef de file dans la promotion du commerce et la libéralisation de l'investissement. Les exportations sont essentielles à la création d'emplois au Canada et au maintien de notre niveau de vie. La diplomatie économique améliorera l'accès des entreprises canadiennes aux marchés étrangers, augmentera les exportations, les emplois et le niveau de vie des Canadiens.

Sujet : Emploi, marché du travail et syndicats

Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

L'accès à de l'information sur le marché du travail (IMT) qui soit à jour et complète est crucial pour l'élaboration de politiques économiques et sociales qui soutiennent tous les Canadiens. Pour maintenir un marché du travail fonctionnel, nous devons perfectionner les outils que nous utilisons pour surveiller et prévoir les changements et améliorer la façon dont les gouvernements analysent et communiquent l'information aux Canadiens. Pour ce faire, nous croyons que la meilleure approche consiste à mettre en œuvre les recommandations formulées par le Groupe consultatif sur l'information sur le marché du travail.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$10 millions-99.9 millions

Immédiatement

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

La mise en œuvre des recommandations du rapport représenterait un investissement initial de 21 millions de dollars et un coût permanent de 49 millions de dollars. Ces estimations sont fondées sur la mise en œuvre de toutes les recommandations. Cependant, si le gouvernement ne choisit de mettre en œuvre qu'une partie de ces recommandations, le coût sera moindre – chaque recommandation peut coûter entre 300 000 $ et 13,5 millions de dollars. Il est recommandé que le coût de la mise en œuvre de ces recommandations, y compris la création d'un portail unique, soit partagé entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

L'IMT est très importante dans la vie de tous les Canadiens, qu'il s'agisse des employeurs, des employés, des chercheurs d'emplois, des immigrants et des étudiants. Toutefois, les lacunes importantes en matière d'IMT ont des conséquences disproportionnées sur le rendement de certains groupes sur le marché du travail, en particulier les femmes, les jeunes travailleurs, les travailleurs âgés, les minorités visibles, les immigrants, les Autochtones et les personnes handicapés.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

Les améliorations découlant de ces recommandations feront en sorte que l'économie et la main-d'œuvre seront mieux informées et plus flexibles. Elles faciliteront l'accès aux données et combleront plusieurs lacunes persistantes en matière d'information, notamment l'information relative aux résultats scolaires, aux emplois à pourvoir, à la circulation de la main-d'œuvre, aux renseignements régionaux et à l'intégration des nouveaux immigrants. Réduire le taux de chômage ou augmenter les salaires même d'un dixième de point, par un meilleur jumelage des travailleurs et des emplois, augmenterait le PIB de 800 millions de dollars.

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.